

PRÉFECTURE DES VOSGES

direction
départementale
de l'Équipement
Vosges



Service de l'Urbanisme
et de l'Habitat
Cellule Planification et
Prévention des Risques

ARRÊTÉ N° 75/05/DDE

Portant approbation
du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles
« mouvements de terrain » liés à la colline de Beauregard
sur la commune de RAON-L'ETAPE

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 5 et 5-1, 40.1 à 40.7,

VU la loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

VU la loi n° 2003/699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

VU la loi n° 2004-811 du 13 juillet 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif au Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles, notamment son article 7,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R.11-1 à R11-14,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.443-2, R123-24, R126-1,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment le chapitre VI article 126-1,

VU le code de l'environnement, livre V, titre 6, chapitre 1 et article L.561-1,

VU le code forestier

VU l'arrêté préfectoral n° 394/2003/DDE en date du 11 juin 2003 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « mouvements de terrain » liés à la colline Beauregard sur la commune de RAON-L'ETAPE,

VU l'avis favorable du conseil municipal de la mairie de Raon-l'Etape du 28 juin 2004,

VU l'avis de Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) en date du 3 août 2004,

VU le PPR « mouvements de terrain » modifié à la suite de 2 réunions en mairie de Raon-l'Etape avec le représentant du CRPF, des conseillers municipaux, les représentants de la DDAF et ceux de la DDE

VU l'arrêté préfectoral 319/04/DDE en date du 27 septembre 2004 portant ouverture d'une enquête publique relative à l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « mouvements de terrain » liés à la colline de Beauregard sur la commune de RAON-L'ETAPE,

VU l'avis favorable de Monsieur Michel BROCARD, commissaire-enquêteur, en date du 21 janvier 2005,

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doivent être réglementées du fait de leur exposition aux risques naturels « mouvements de terrain » liés à la colline de Beauregard sur la commune de RAON-L'ETAPE,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement,

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « mouvements de terrain » liés à la colline de Beauregard sur la commune de RAON-L'ETAPE, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 :

Le dossier de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « mouvements de terrain » liés à la colline de Beauregard sur la commune de Raon-l'Etape comprend :

- un plan de situation
- un dossier réglementaire comprenant :
 - o une note de présentation
 - o un règlement
 - o un plan de zonage
 - o l'arrêté d'approbation n° 75/05/DDE portant approbation du PPR mouvements de terrain
 - o le rapport du DDE sur l'arrêté d'approbation
- des annexes :
 - o les principaux textes de référence
 - o des extraits du guide pour l'identification des stations et le choix des essences « les milieux forestiers dans les Vosges gréseuses lorraines »
 - o la demande d'autorisation de coupe préalable au titre du Plan de Prévention des Risques naturels de la cote de Beauregard à Raon-l'Etape

.../...

- l'arrêté n°319/04/DDE en date du 27 septembre 2004 portant ouverture d'enquête publique
- le rapport du DDE
- l'arrêté n° 394/2003/DDE en date du 11 juin 2003 prescrivant l'établissement d'un PPR
- des coupures de presse
- le plan des enjeux
- le rapport d'études du CETE avec le zonage des aléas
- des extraits du guide méthodologique PPR mouvements de terrain.

Article 3 :

Cet arrêté fera l'objet d'une mention dans deux journaux, « la liberté de l'Est » et « l'Est Républicain » diffusés dans le département.

Ces formalités devront être justifiées par un exemplaire des journaux dans lesquels auront été insérés ces avis au public. Ces pièces seront adressées à la DDE, service Urbanisme et Habitat, cellule Planification de la prévention des Risques.

Article 4 :

Une copie de l'arrêté sera affichée à la mairie de Raon-l'Etape pendant un mois au minimum.

L'accomplissement de cette mesure incombe au maire et est certifié par lui. Le certificat d'affichage sera adressé à la DDE, Service Urbanisme et Habitat, cellule Planification de la Prévention des Risques.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, dit R.A.A..

Article 6 :

Des copies du présent arrêté certifiées conformes à l'original seront adressées :

- au maire de Raon-l'Etape
- au centre régional de la propriété forestière,
- à la préfecture d'Epinal,
- à la sous-préfecture de Saint-Dié-des-Vosges,
- à la Direction Départementale de l'Équipement,
- au commissaire enquêteur.

Article 7 :

Le présent arrêté, ainsi que les pièces qui lui sont annexées, seront tenues à la disposition du public :

- à la mairie de Raon-l'Etape,
- aux bureaux de la sous-préfecture de Saint-Dié-des-Vosges,
- aux bureaux de la préfecture des Vosges à Epinal au SIDPC,
- aux bureaux de la Direction Départementale de l'Equipement à Epinal, service Urbanisme et Habitat, cellule Planification de la Prévention des Risques,
- aux bureaux de la subdivision territoriale de l'Equipement à Saint-Dié-des-Vosges.

Article 8 :

M le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental de l'Equipement et M le Maire de Raon-l'Etape, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Il est également possible de contester cette décision devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délai (*)

A Epinal, le 15 AVR. 2005
Le Préfet,



Jacques REILLER

(*) « Il est conseillé avant tout recours, de demander les fiches d'information établies à cet effet par le Tribunal Administratif de Nancy.

Ces fiches seront adressées gratuitement sur simple demande par lettre ou par téléphone au Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O. n°38 – 54036 Nancy Cedex – Tél. 03.83.17.43.43 ».